

**Commission** : Sommet international de Madrid UE- CELAC

**Problématique** : Comment renforcer ou accroître les échanges entre l'Amérique Latine et l'Union européenne de façon à créer des synergies bénéfiques pour les deux régions.

**Pays** : République Bolivarienne du Venezuela

#### **Histoire et démographie, contexte**

Le Venezuela est un pays d'Amérique du Sud divisé en 23 États et dépendances fédérales. La langue principale est l'espagnol. La très grande majorité de la population est de religion catholique.

La croissance de la population est négative. En 2017, la population a chuté de -520 214 habitants selon les données de la Banque mondiale. 4,6 millions de Vénézuéliens, soit plus de 15 % de la population, ont quitté leur pays au cours de ces dernières années, un phénomène ancien qui augmente de manière exponentielle depuis 2017. En ampleur numérique, il s'agit du quatrième phénomène au niveau mondial

Après l'adoption de réformes démocratiques sous Romulo Betancourt, le Venezuela est dirigé au cours des années 1950 par une dictature qui musèle l'opposition. Le retour de Betancourt au pouvoir, en 1959, est marqué par une importante réforme agraire. Le pétrole, ressource autour de laquelle se développe l'économie vénézuélienne, est nationalisé en 1975. Les revenus qu'il génère permettent de moderniser l'économie du pays. La dépendance du Venezuela à l'industrie pétrolière place cependant les gouvernements dans une position difficile lorsque les cours sont à la baisse. C'est le cas à quelques reprises au cours des années 1980 et 1990.

Des mesures de redressement sévères ainsi qu'une grave crise financière, en 1994, soulèvent le mécontentement. Il favorise l'élection d'un candidat de gauche, Hugo Chavez, à la présidence en 1999. Opposant avoué du néolibéralisme, celui-ci prône la « révolution bolivarienne » et fait renforcer les pouvoirs présidentiels. Réélu à plusieurs reprises, il survit à un coup d'État en 2002 et se maintient au pouvoir jusqu'à sa mort, en 2013. Son règne a été marqué par une amélioration de l'éducation et des soins de santé ainsi qu'une baisse de la pauvreté. Des problèmes aigus, comme un taux de criminalité élevé, persistent néanmoins.

Au plan de l'organisation des pouvoirs, il s'agit d'un État fédéral. Le régime politique est présidentiel ; le président gouverne sans nécessairement avoir l'appui de la branche législative. Le système électoral est du type mixte (avec compensation). Le droit de vote pour les femmes a été reconnu en 1946.

Le Venezuela joint les rangs de l'Organisation des États américains (OÉA) à sa création, en 1948. Il est également un membre fondateur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), qui voit le jour en 1960. La décision de nationaliser les compagnies pétrolières, au milieu des années 1970, provoque des tensions avec les États-Unis, un de ses principaux partenaires commerciaux. Le Venezuela tend également à se rapprocher de ses voisins avec qui il établit des ententes économiques, comme le pacte Andin. Des discussions sont entreprises en prévision de son adhésion au Mercosur, une union économique regroupant plusieurs pays d'Amérique de Sud. L'élection de Hugo Chavez à la présidence, en 1999, marque un virage dans la politique extérieure vénézuélienne. En plus d'entretenir des liens étroits avec Cuba, le gouvernement vénézuélien critique avec virulence l'administration américaine dont il dénonce les visées hégémoniques sur toutes les tribunes. Il conserve aussi de bonnes relations avec la Russie et en développe de plus en plus étroites avec la Chine, dont des échanges économiques qui gagnent en importance.

Ce pays est actuellement membre de plusieurs organisations internationales dont l'ONU (1945), OMC (1995), OEA (1948), CIO (1935).

## Introduction : Présentation du Gouv. Actuel du pays du sujet et de la problématique

La « Révolution bolivarienne » lancée par Hugo Chavez a profondément changé les institutions, la politique et la société vénézuélienne depuis 1998. La « République bolivarienne » instaure depuis la réforme constitutionnelle de 2009 un régime présidentiel avec des élections au suffrage universel direct pour un mandat de 6 ans reconductible indéfiniment.

Le président Chavez a mis en œuvre une ambitieuse politique sociale placée sous le signe du « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle » et financée par les importants revenus du secteur pétrolier. Des nombreux programmes sociaux regroupés autour d'une trentaine de « missions » visaient à améliorer l'accès des plus démunis à la santé, au logement, à l'éducation, à l'alimentation et à l'emploi. Ces programmes ont alors permis de réduire la pauvreté qui, selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a reculé de 54 % à 23,8 % de 2003 à 2009.

Aujourd'hui Nicolas Maduro est le seul président constitutionnel de la République Bolivarienne du Venezuela depuis qu'il a remporté les élections présidentielles en 2013. Il continue la révolution bolivarienne commencé par son prédécesseur Hugo Chavez.

Il n'est absolument pas question de dualité de pouvoir comme l'expriment certains pays comme la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Autriche, l'Espagne, le Royaume-Uni parce qu'ils sont sous l'influence de l'impérialiste Donald Trump.

Le président Maduro garde le contrôle sur les forces armées et soutient l'union civique-militaire qui garantit l'équilibre du pays.

Le Venezuela traverse aujourd'hui une crise provoquée par les sanctions principalement financières de la part des États-Unis et d'autres pays. En effet l'étranglement économique du pays est causé par la confiscation des biens de la République Bolivarienne du Venezuela à l'étranger et par la suppression des exportations programmées pour 2019.

Comment renforcer ou accroître les échanges entre la République Bolivarienne du Venezuela et l'Union européenne de façon à créer des alliances bénéfiques pour chacun ?

## Description rapide des enjeux et problèmes soulevés par cette problématique et développer

Pour une possible coopération entre l'Europe et notre pays, la République Bolivarienne souhaite tout d'abord que l'Europe ne se laisse pas influencer par l'impérialisme de Trump. Ainsi, nous chercherons à créer une relation durable pacifique et politique avec l'Union Européenne. L'Union européenne et la République Bolivariennes se bénéficieront par cette union car les pays d'Europe sont intéressés par nos abondantes ressources naturelles et de notre côté, la priorité est de résoudre notre crise.

Le commerce total UE-Venezuela représentait 2,4 milliards d'euros en 2018 et était le plus élevé en 2012 avec 11 milliards d'euros.

Les exportations de l'UE vers le Venezuela ont considérablement diminué, passant de 6,5 milliards d'euros en 2012 à 0,6 milliard d'euros en 2018. Les importations de l'UE en provenance du Venezuela ont également diminué. La balance commerciale de l'UE avec le Venezuela a été négative en 2017 et 2018.

Les exportations les plus importantes de l'UE vers le Venezuela (2018) comprennent les machines et les transports (27%), les produits pétroliers (24%) et les produits chimiques (12%). Les exportations du Venezuela vers l'UE sont principalement du pétrole et des produits chimiques connexes (81%).

Nous garantissons un climat facile et sécurisé pour les opérateurs de l'UE pour le commerce et les investissements au Venezuela. Le contrôle des changes est désormais ouvert depuis Mai 2019 pour rétablir l'investissement étranger dans notre pays. De ce fait, Le Venezuela souhaite

réintégrer et redevenir membre à part entière de MERCOSUR. En effet, les pays fondateurs du Mercosur avaient décidé de suspendre l'adhésion du Venezuela en août 2017. En redevenant membre de MERCOSUR, le Venezuela pourra faire partie de l'accord commercial UE-Mercosur.

Nous souhaitons aussi établir des accords commerciaux préférentiel entre la république bolivarienne et l'EU.

Le gouvernement vénézuélien est soutenu par la Russie, la Chine, la Corée du nord, la Turquie et encore par Cuba depuis le début de la révolution Bolivarienne, mais aussi par l'Argentine de Alberto Fernandez et le gouvernement du Nicaragua de Daniel Ortega.

Avec ses alliances le Venezuela va pouvoir augmenter sa production de barils de pétrole par jour comme avant la crise et ainsi redresser son économie. En effet, notre pays possède les plus grandes réserves pétrolières au monde, et produisait plus de 3 millions de barils par jour au début des années 2000. A la fin 2018, notre production est tombée à 1 million de barils/jour. Les pays de l'UE qui souhaitent acheter notre pétrole obtiendront des prix préférentiels et pourront résister la future pénurie de pétrole prévue pour 2025.

Le Venezuela détient aussi la 4ème réserve de gaz naturel plus grande du monde ainsi que de vastes ressources minières (or, bauxite, acier, fer, nickel, charbon...) et hydrauliques, ainsi que d'un potentiel agricole important : le cacao (le Venezuela est bien connu pour la qualité de son chocolat), le riz et le café.

Conclusion :

L'UE est invitée à ouvrir les négociations pour établir des futurs accords commerciaux avec le gouvernement constitutionnel de Nicolas Maduro.